

# Les avantages et les risques de la mondialisation

Lector univ. dr. Maria Grigore  
Universitatea Nicolae Titulescu  
Email: [mgrigore@univnt.ro](mailto:mgrigore@univnt.ro)

## Résumé :

*Le terme «mondialisation» possède une forte charge émotive. D'aucuns voient dans la mondialisation un processus bénéfique, inévitable et irréversible. D'autres sont hostiles à ce processus, estimant qu'il accroît les inégalités au sein des pays et entre eux, menace l'emploi et le niveau de vie et entrave le progrès social. L'objectif du présent ouvrage, qui fait un tour d'horizon de certains aspects de la mondialisation, est d'évaluer le potentiel et les risques de ce phénomène.*

## 1. INTRODUCTION

La globalisation offre de grandes chances de parvenir à un développement authentiquement mondial, mais elle avance de façon irrégulière. Certains pays s'intègrent à l'économie mondiale plus rapidement que d'autres. Dans ceux qui ont pu s'intégrer, la croissance est plus forte et la pauvreté diminuée. Sous l'effet de politiques tournées vers l'extérieur, les pays d'Asie de l'Est, qui figuraient parmi les plus pauvres du monde il y a 40 ans, sont pour la plupart devenus dynamiques et prospères. À mesure que le niveau de vie augmentait dans ces pays, ils ont accompli des progrès dans des domaines comme l'environnement et les conditions de travail.

Au pôle opposé sont de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique qui, dans les années 1970 et 1980, ont poursuivi des politiques tournées vers l'intérieur et leur économie a stagné ou régressé, la pauvreté a augmenté et une forte inflation est devenue la norme. Des événements extérieurs défavorables ont aggravé les difficultés de beaucoup d'entre eux, surtout en Afrique. Cependant, à mesure que ces pays modifiaient leur politique, leur revenu a commencé à augmenter. Une profonde mutation est en cours. L'encourager - et non l'inverser - est le meilleur moyen de stimuler la croissance, le développement et la lutte contre la pauvreté.

Les crises sur les marchés émergents dans les années 90 ont montré très clairement que les avantages de la mondialisation n'étaient pas sans contrepartie, à cause des risques, d'une part, d'instabilité des mouvements de capitaux et, d'autre part, de dégradation du tissu social, de l'économie et de l'environnement que pouvait engendrer la pauvreté. Pour toutes les parties prenantes, qu'elles viennent des pays en développement ou des économies avancées, ou, cela va de soi, qu'il s'agisse des investisseurs, c'est une raison, non pas de revenir en arrière, mais de lancer les réformes nécessaires pour renforcer les économies et le système financier international de façon à accélérer la croissance et à réduire la pauvreté.

## 2. LA DEFINITION DE LA MONDIALISATION

La «mondialisation» est un processus historique qui est le résultat de l'innovation humaine et du progrès technique. Elle évoque l'intégration croissante des économies dans le monde entier, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. Ce terme évoque parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances (migrations de travail ou technologiques) et comporte aussi des dimensions culturelle, politique et environnementale.

Le terme de mondialisation est couramment utilisé depuis les années 80, c'est-à-dire depuis que le progrès technique permet d'effectuer plus facilement et plus rapidement les opérations internationales (commerciales ou financières). Il traduit le prolongement au-delà des frontières des pays des forces du marché qui ont opéré pendant des siècles à tous les niveaux d'activité économique (marchés de village, industries urbaines ou centres financiers).

Le marché favorise l'efficacité grâce à la concurrence et à la division du travail. Grâce à la mondialisation des marchés, il est possible de tirer parti de marchés plus nombreux et plus vastes dans le monde. Cela signifie que l'on peut avoir accès à davantage de capitaux et de ressources technologiques, que les importations sont moins coûteuses et que les débouchés pour les exportations sont élargis. Cependant, les marchés ne garantissent pas nécessairement que cette efficacité accrue profite à tous. Les pays doivent être prêts à lancer les politiques indispensables et, dans le cas des plus pauvres, ils peuvent pour ce faire avoir besoin de l'appui de la communauté internationale.

### **3. LE NIVEAU D'INTEGRATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Les efforts que les pays en développement déploient pour rattraper les économies avancées donnent des résultats inégaux. Depuis 1970, le revenu par habitant se rapproche vite dans un certain nombre de pays, surtout asiatiques, des niveaux atteints dans les économies avancées. Un nombre plus élevé de pays en développement n'ont enregistré que de faibles progrès ou même ont régressé. En Afrique en particulier, le revenu par habitant a diminué par rapport aux pays industrialisés et, dans certains pays, a reculé en termes absolus. Les pays qui comblent leur retard sont ceux dans lesquels les échanges progressent fortement.

Il y a quatre aspects de la mondialisation que nous devons examiner :

**Commerce international :** la part des pays en développement dans le commerce mondial a dans l'ensemble augmenté, passant de 19 % en 1971 à 29 % en 1999. Cependant, il y a de grandes différences entre les principales régions. Par exemple, les résultats sont bons pour les nouvelles économies industrielles d'Asie et ils sont médiocres pour l'Afrique dans son ensemble. La composition des exportations des pays est également importante. Jusqu'à présent, la plus forte augmentation a été enregistrée par les exportations de biens manufacturés, mais la part dans les exportations mondiales des produits de base, comme les denrées et les matières premières, qui viennent souvent des pays les plus pauvres, a diminué.

**Mouvements de capitaux :** les apports de capitaux privés dans les pays en développement étaient particulièrement faibles dans les années 1980 et ont accru fortement pendant la majeure partie des années 1990. L'investissement de portefeuille et le crédit bancaire ont augmenté, mais ont été davantage instables, chutant fortement après les crises financières de la fin des années 90. La composition des flux privés s'est sensiblement modifiée et l'investissement direct étranger occupe maintenant la première place.

**Migrations :** les travailleurs s'expatrient notamment parce que les perspectives d'emploi sont meilleures dans d'autres pays. Au cours de la période 1965-1990, la main-d'œuvre étrangère a augmenté de moitié environ dans le monde. La plupart des migrations se font entre les pays en développement. Toutefois, le flux de travailleurs migrants vers les économies avancées permettra sans doute un rapprochement des salaires au niveau mondial. Il est également possible que des travailleurs reviennent avec leurs compétences dans les pays en développement et que les salaires augmentent dans ces pays.

**Diffusion des connaissances et de la technologie :** les échanges d'informations font partie intégrante de la mondialisation. L'investissement étranger direct est à l'origine non seulement d'une augmentation du capital physique, mais aussi de l'innovation technique. L'information sur les méthodes de production, les techniques de gestion, les marchés à l'exportation et les politiques économiques est disponible à un coût très faible et représente une ressource très précieuse pour les pays en développement.

### **4. L'INFLUENCE DE LA MONDIALISATION SUR LA PAUVRETE ET LES INEGALITES**

Au cours du XXe siècle, le revenu moyen mondial par habitant s'est fortement accru, mais de façon très irrégulière selon les pays. À l'évidence, l'écart de revenu entre les pays

riches et les pays pauvres se creuse depuis des dizaines d'années. La conclusion d'une étude réalisée de FMI sur 42 pays pour tout le XXe siècle est que la production par habitant a augmenté sensiblement, mais que la répartition du revenu entre les pays est plus inégale qu'au début du siècle [1].

Cependant, le revenu n'explique pas tout; une mesure plus large du bien-être économique prenant notamment en considération la dimension sociale montre que les pays pauvres ont accompli des progrès considérables. Il ressort d'une étude récente [2] que, si on compare les pays en utilisant les indicateurs du développement humain (IDH) des Nations Unis, qui tiennent compte de l'éducation et de l'espérance de vie, les résultats sont très différents de ce que laissent entrevoir les seules statistiques de revenu.

Il se peut fort bien que le fossé ait été en partie comblé. L'une des conclusions frappantes de l'étude est le contraste entre ce que l'on peut appeler les «disparités de revenu» et l'«écart entre les IDH». Aujourd'hui, le revenu (ajusté pour tenir compte de l'inflation) dans les pays pauvres est encore inférieur à ce qu'il était dans les grands pays en 1870. Et l'écart entre les revenus s'est creusé. Toutefois, les IDH des pays pauvres sont nettement meilleurs que ceux des grands pays en 1870. Ça s'explique par le fait que l'espérance de vie a sensiblement augmenté grâce aux progrès de la médecine et à l'amélioration du niveau de vie.

Il est nécessaire d'adopter des politiques spécifiquement conçues pour lutter contre la pauvreté. Les pays dont la croissance est robuste et qui appliquent les bonnes politiques peuvent espérer réduire durablement la pauvreté, puisqu'on a récemment observé qu'il existe au moins une relation automatique entre la croissance et la réduction de la pauvreté.

## **5. QUELQUES MODALITES DE REDUIRE LA PAUVRETE**

Le relèvement des niveaux de vie s'explique par l'accumulation de capital physique (investissement) et de capital humain (travail), ainsi que par le progrès technique. De nombreux facteurs peuvent faciliter ou entraver le processus. L'expérience des pays qui ont augmenté leur production plus rapidement fait ressortir l'importance de créer des conditions propices à une croissance à long terme du revenu par habitant. La stabilité économique, le renforcement des institutions et les réformes structurelles sont au moins aussi utiles pour le développement à long terme que les transferts financiers, si indispensables soient-ils. Ce qui compte c'est l'ensemble des politiques adoptées, l'octroi d'une assistance financière ou technique et, si nécessaire, un allègement de la dette.

Les politiques doivent prévoir :

1. des mesures visant à assurer la stabilité macroéconomique de façon à créer des conditions propices à l'investissement et à l'épargne;
2. des mesures axées sur l'extérieur afin de promouvoir l'efficacité par une augmentation des échanges et de l'investissement;
3. des réformes structurelles visant à encourager la concurrence sur le territoire national;
4. des institutions fortes et un gouvernement efficace afin d'assurer une bonne gestion des affaires publiques;
5. des mesures dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche et du développement afin de stimuler la productivité;
6. une gestion de la dette extérieure permettant de mobiliser des ressources suffisantes pour un développement durable.

Toutes ces politiques doivent s'inscrire essentiellement dans le cadre de stratégies de réduction de la pauvreté propres aux pays et comportant des mesures en matière de santé, d'éducation, de protection sociale renforcée etc. Une approche participative, faisant notamment intervenir la société civile, accroîtrait considérablement les chances de succès de ces politiques.

Les économies avancées peuvent aider puissamment les pays à faible revenu à intégrer l'économie mondiale par des moyens différents :

En stimulant les échanges; l'une des propositions avancées est de laisser les exportations des pays pauvres accéder pleinement au marché, permettant ainsi à ces pays de passer du stade d'une spécialisation limitée aux produits de base à celui de la transformation de biens pour l'exportation.

En encourageant les apports de capitaux privés dans les pays à faible revenu, en particulier l'investissement direct étranger, avec le double avantage d'assurer des flux financiers et des transferts de technologie réguliers.

En accélérant l'allègement de la dette grâce à une augmentation de l'aide financière; l'aide publique au développement (APD) est tombée en 1998 à 0,24 % du PIB dans les pays avancés (contre un objectif de 0,7 percent prévu par les Nations Unis).

Le FMI appuie les réformes qu'entreprennent les pays pauvres au moyen de sa nouvelle facilité pour la croissance et la réduction de la pauvreté et contribue à alléger la dette grâce à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés [3].

## **6. LES EFFETS DE LA MONDIALISATION SUR LES TRAVAILLEURS DES PAYS AVANCES**

La mondialisation est également source d'inquiétudes dans les économies avancées. Il y a beaucoup des personnes qui croient que des travailleurs bien rémunérés perdent leur emploi et que la demande de travailleurs moins qualifiés diminue à cause de la concurrence exercée par les économies à bas salaires.

Les économies sont en constante mutation et la mondialisation est l'une des tendances qui caractérisent cette mutation. D'autres tendances sont à signaler : l'orientation des économies industrielles vers les services pour répondre à l'évolution de leur consommation intérieure et la croissance de la demande d'emplois hautement qualifiés. Cependant, il y a tout lieu de croire que ces mutations se produiraient indépendamment de la mondialisation. En fait, la mondialisation facilite le processus et le rend moins coûteux pour l'économie dans son ensemble grâce aux flux de capitaux, aux innovations technologiques et à la baisse des prix des importations. La croissance, l'emploi et le niveau de vie atteignent tous des chiffres supérieurs à ce qu'ils auraient été dans une économie fermée.

Cependant, ces avantages sont le plus souvent répartis inégalement entre les pays et certains segments de la population risquent d'y perdre. Par exemple, il est possible que les travailleurs des vieilles industries sur le déclin aient des difficultés à se recycler dans la nouvelle économie.

Dans ces conditions, les autorités devraient appliquer des politiques qui encouragent l'intégration dans l'économie mondiale tout en mettant en place des mesures pour aider ceux qui sont gravement touchés par les mutations. Il serait avantageux pour l'économie dans son ensemble de prendre des mesures qui favorisent la mondialisation en stimulant l'ouverture de l'économie et qui, en même temps, s'attaquent sérieusement à la question du partage des bienfaits de cette ouverture. Les autorités devraient privilégier deux domaines importants :

L'éducation et la formation professionnelle, afin que les travailleurs puissent avoir la chance d'acquérir les compétences nécessaires dans une économie en constante mutation;

Une protection sociale bien ciblée pour aider ceux qui perdent leur emploi.

## **7. LA MONDIALISATION ET LES CRISES FINANCIERES PERIODIQUES**

Les crises financières des années 90 (Mexique, Thaïlande, Indonésie, Corée, Russie et Brésil) donnent à penser que certaines d'entre elles sont la conséquence directe et inévitable de la mondialisation. En réalité, il faut se demander si, aussi bien dans les économies

avancées que dans les économies de marché émergentes, la mondialisation rend la gestion de l'économie plus difficile.

La première question est de savoir si l'intégration mondiale plus poussée, notamment dans le domaine financier, rend plus difficile pour les pays la gestion de l'activité économique, par exemple en limitant leur pouvoir de choisir les taux d'imposition ou le système fiscal ou leur liberté d'action sur le plan monétaire ou celui des changes. Si l'on suppose qu'une croissance durable accompagnée d'une inflation faible et le progrès social sont les objectifs des pays, l'expérience de ces 50 dernières années montre bien que la mondialisation contribue à la réalisation de ces objectifs à long terme.

Comme nous l'avons vu ces dernières années, l'instabilité des flux de capitaux à court terme peut menacer la stabilité macroéconomique dans l'immédiat. En conséquence, dans un monde où les marchés financiers sont intégrés, les pays estiment qu'il est de plus en plus dangereux de suivre des politiques qui n'encouragent pas la stabilité financière. Cette discipline s'applique aussi au secteur privé, qui pourra difficilement majorer les salaires ou les prix s'il risque d'en résulter une perte de compétitivité pour leur pays.

Il existe aussi un risque d'une autre nature. Parfois, les investisseurs, surtout ceux à court terme, sont trop confiants dans les perspectives d'un pays, qui peut alors continuer de recevoir des capitaux même lorsque sa politique économique est devenue trop laxiste. Mais, il se peut qu'en cas de revirement d'opinion, les capitaux quittent brutalement ce pays.

En bref, la mondialisation ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale. Elle incite fortement les pays à appliquer de bonnes politiques économiques. Elle devrait encourager le secteur privé à analyser soigneusement les risques. Cependant, les flux d'investissement à court terme peuvent être excessivement instables.

À l'évidence, les risques inhérents aux marchés mondiaux de capitaux ont joué un rôle dans les crises, mais la croissance n'aurait pu atteindre des chiffres aussi impressionnants dans ces pays sans ces flux. Ces crises ont été complexes du fait de l'interaction entre les déficiences des politiques nationales et celles du système financier international. Les pays et l'ensemble de la communauté internationale prennent actuellement des mesures pour réduire les risques de crise dans l'avenir.

Même si les résultats économiques étaient impressionnants dans plusieurs d'entre eux, ces pays n'étaient pas prêts à surmonter les chocs qui pouvaient se propager par les marchés mondiaux. Stabilité macroéconomique, solidité du système financier, ouverture de l'économie, transparence et bonne gestion des affaires publiques sont autant de conditions que doivent remplir les pays qui participent à ces marchés.

Au niveau international, plusieurs lignes de défense importantes contre les crises ont été percées. Les investisseurs n'avaient pas bien apprécié les risques. Dans les grands centres financiers, les contrôleurs n'ont pas suivi assez attentivement l'évolution de la situation. Les informations disponibles sur certains investisseurs internationaux, notamment des établissements financiers offshore, étaient insuffisantes. Le marché a donc été enclin à adopter un «comportement grégaire», qui s'est traduit par des revirements soudains d'opinion et des entrées ou des sorties rapides de capitaux, surtout à court terme.

La communauté internationale répond à la dimension mondiale des crises en ne cessant de renforcer l'architecture des systèmes monétaire et financier internationaux. L'objectif général est que les marchés fonctionnent de manière plus transparente et équitable et plus efficacement. A cet égard, le FMI a un rôle central à jouer, qui est examiné dans des notices explicatives distinctes [4].

## **8. ROLE DES INSTITUTIONS ET DES ORGANISATIONS**

Les institutions nationales et internationales, qui sont inévitablement influencées par les différences de culture, jouent un rôle important dans le processus de mondialisation.

Ce n'est pas une surprise que l'avènement de marchés des produits de base ou de marchés financiers hautement intégrés se soit accompagné de tensions commerciales et de problèmes d'instabilité financière. La surprise est que ces problèmes ne soient même pas plus graves aujourd'hui, étant donné le degré si élevé de cette intégration.

L'une des explications possibles est le rôle stabilisateur des institutions mises en place dans l'intervalle. À cet égard, il convient de mentionner, au niveau des pays, les dispositifs de protection sociale et financière et, au niveau international, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le FMI et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ces institutions sont peut-être loin d'être parfaites, mais mieux vaut les avoir à en juger par la relation historique entre le degré d'intégration d'une part et le volume des litiges commerciaux et le niveau d'instabilité financière d'autre part [5].

## 9. CONCLUSION

À mesure que la mondialisation a progressé, le niveau de vie (surtout lorsqu'il est mesuré par des indicateurs globaux) s'est sensiblement amélioré dans presque tous les pays. Cependant, les meilleurs résultats ont été obtenus par les pays avancés et seulement quelques pays en développement.

L'écart creusé entre les pays à revenu élevé et ceux à faible revenu est un sujet d'inquiétude. Et le nombre de personnes qui, dans le monde, vivent dans la misère noire est profondément préoccupant. Cependant, il est erroné de conclure que la mondialisation est à l'origine de cet écart ou que rien ne peut être fait pour améliorer la situation. Les pays à faible revenu n'ont pu s'intégrer à l'économie mondiale aussi rapidement que les autres à cause en partie des politiques qu'ils ont choisies et en partie de facteurs échappant à leur volonté. Aucun pays, et encore moins ceux qui sont pauvres, ne peut se permettre de demeurer en marge de l'économie mondiale. Tous les pays devraient s'employer à lutter contre la pauvreté. La communauté internationale devrait essayer, par un renforcement du système financier international, ainsi que dans le cadre du commerce mondial et par une augmentation de ses concours financiers, d'aider les pays pauvres à s'intégrer à l'économie mondiale, à accélérer leur croissance et à réduire la pauvreté. C'est le meilleur moyen de permettre à tous dans tous les pays de bénéficier de la mondialisation.

Il ne faut pas se battre contre la mondialisation en soi ou même contre la compétition entre acteurs qui la fonde. Il faut se battre contre les entreprises économiques et financières qui profitent de la mondialisation pour renforcer leur domination sur le monde sans apporter les services correspondants. Il faut se battre aussi contre les Etats qui démissionnent face à ces entreprises, et ne cherchent pas à établir de nouvelles règles protectrices de l'intérêt général et du long terme, ceci dorénavant à l'échelle du monde. En d'autres termes, il va falloir réhabiliter une action publique adaptée aux besoins nés de la mondialisation.

### Bibliographie :

- [1] *Perspectives de l'économie mondiale*, Fonds monétaire international, Washington, mai 2000.
- [2] Nicholas Crafts, *Globalization and Growth in the Twentieth Century*, Document de travail du FMI, WP/00/44, Washington, avril 2000.
- [3] *The Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF) - Operational Issues» et Overview : Transforming the Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF) and the Debt Initiative for the Heavily Indebted Poor Countries (HIPC)s*, [www.imf.org](http://www.imf.org).
- [4] *Progress in Strengthening the Architecture of the International Monetary System*, <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/arc.guide.htm> et *Guide to Progress in Strengthening of the International Financial System*, <http://www.imf.org/external/np/facts/exr/arcguide.htm>.
- [5] Bordo, Michael D., Barry Eichengreen et Douglas A. Irwin, *Is Globalization Today Really Different than Globalization a Hundred Years Ago?*, Document de travail n° 7195, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, juin 1999.